

Ménages et rénovation énergétique : une vue d'ensemble du cadre législatif et réglementaire en France

Auteurs : Alice **Robinet** | Hadrien **Hainaut** | Sébastien **Postic**.

INTRODUCTION

En 2015, la loi de transition énergétique pour la croissance verte a fixé l'objectif de 500 000 rénovations par an dès 2017, dont 130 000 logements habités par des ménages modestes. D'ici 2050, la rénovation au niveau Bâtiment Basse Consommation (BBC) de l'ensemble du parc immobilier existant est visée.

Les politiques publiques visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les logements privés prennent des formes très variées, et impactent les ménages en des étapes très diverses de leur processus de décision d'investissement.

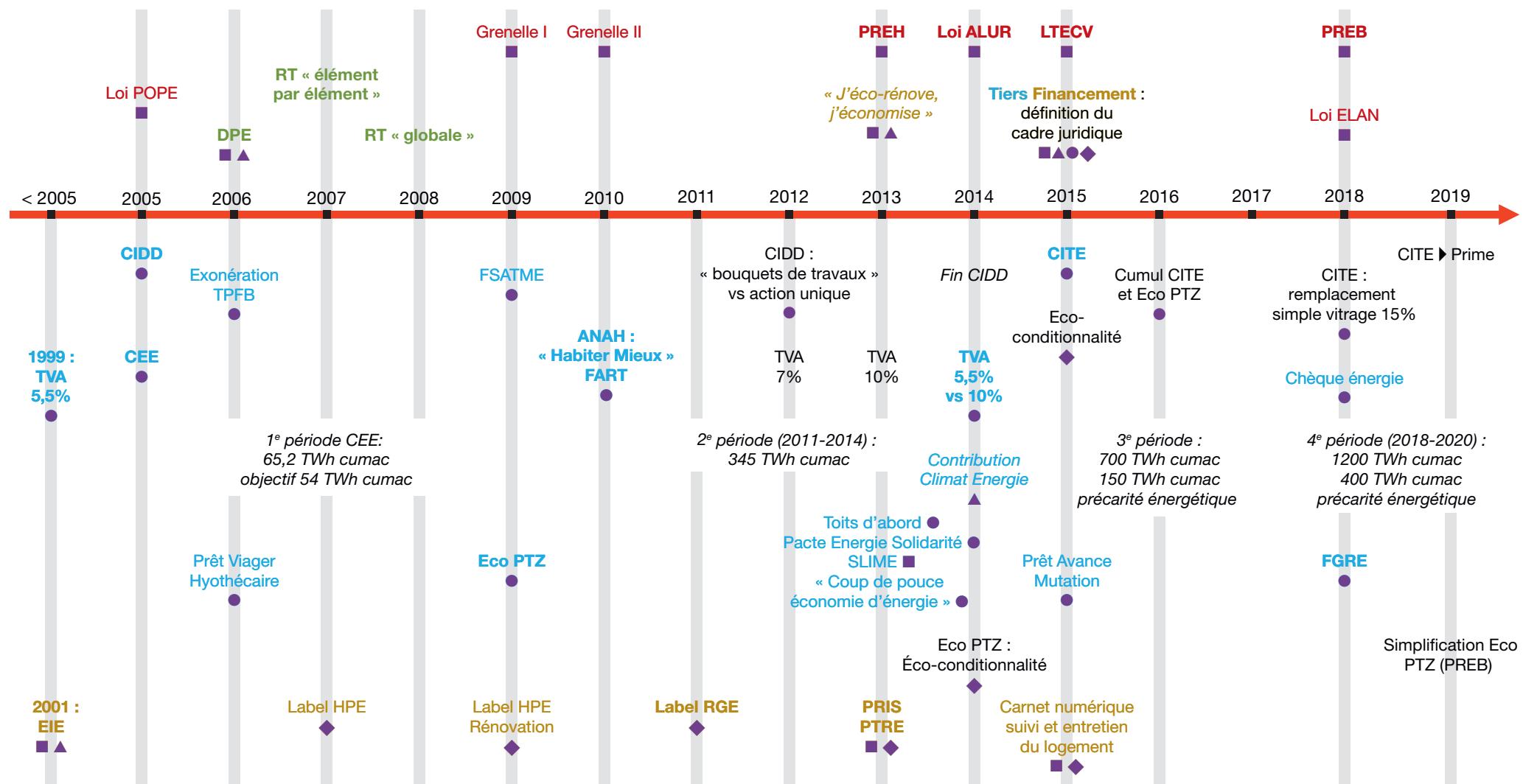
Ce point climat propose une vue d'ensemble de ces dispositifs et de leur articulation, dans le cadre d'un travail plus large d'I4CE sur l'investissement en rénovation du bâtiment.

L'ensemble de ces dispositifs accompagne une tendance à la hausse du montant des investissements des ménages dans des travaux de rénovation énergétique. Cependant les 300 000 rénovations performantes constatées en moyenne chaque année (OPEN, 2015) restent insuffisantes au regard des objectifs mentionnés en entrée de cet encadré.

Aides publiques à la rénovation : clés de lecture

- Les mesures spécifiques à la rénovation énergétique en France reposent principalement sur **l'incitation des ménages**. La réglementation reste peu développée et il n'y a à ce jour pas d'orientation vers une obligation de rénover les logements les plus énergivores – les « passoires énergétiques ».
- On constate une **multiplicité des instruments financiers** dans l'aide au financement des travaux de rénovation énergétique, particulièrement *via* des mécanismes de type subvention. Les critères d'éligibilité, les délais d'étude des dossiers et de réception des financements varient fortement d'un instrument à l'autre, ce qui peut contraindre la mise en route des travaux lorsque les ménages doivent avancer les fonds.
- **Les aides se déclinent selon les ressources du ménage ou le nombre d'opérations de rénovation** – travaux élément par élément ou bouquets de travaux. Cependant, la performance énergétique après travaux est rarement prise en compte dans le montant des aides accordées.
- Une partie des instruments est spécifiquement dédiée à la **lutte contre la précarité énergétique**, qui concerne 3,8 millions de ménages, soit 14 % des ménages français (ADEME).
- Les dépenses d'investissement dans la rénovation des logements sont passées de 7,4 milliards d'euros en 2011 à **8,3 milliards d'euros en 2016**. Cependant, cela représente encore un écart de 10 milliards d'euros par rapport aux investissements considérés comme nécessaires au regard des objectifs nationaux (I4CE).
- L'évolution du cadre législatif va vers une **amélioration des dispositifs existants** plutôt que vers une politique d'aide globale avec un instrument unique.
- La décision d'investissement des ménages ne se limite pas à un point unique – le passage à l'acte – mais fait l'objet d'une succession continue d'étapes. Ainsi, les **instruments de politique publique n'interviennent pas de manière ponctuelle**, ils se complètent et s'enchaînent au long du processus de décision.

Une rétrospective du cadre législatif et réglementaire et des investissements pour la rénovation énergétique des ménages

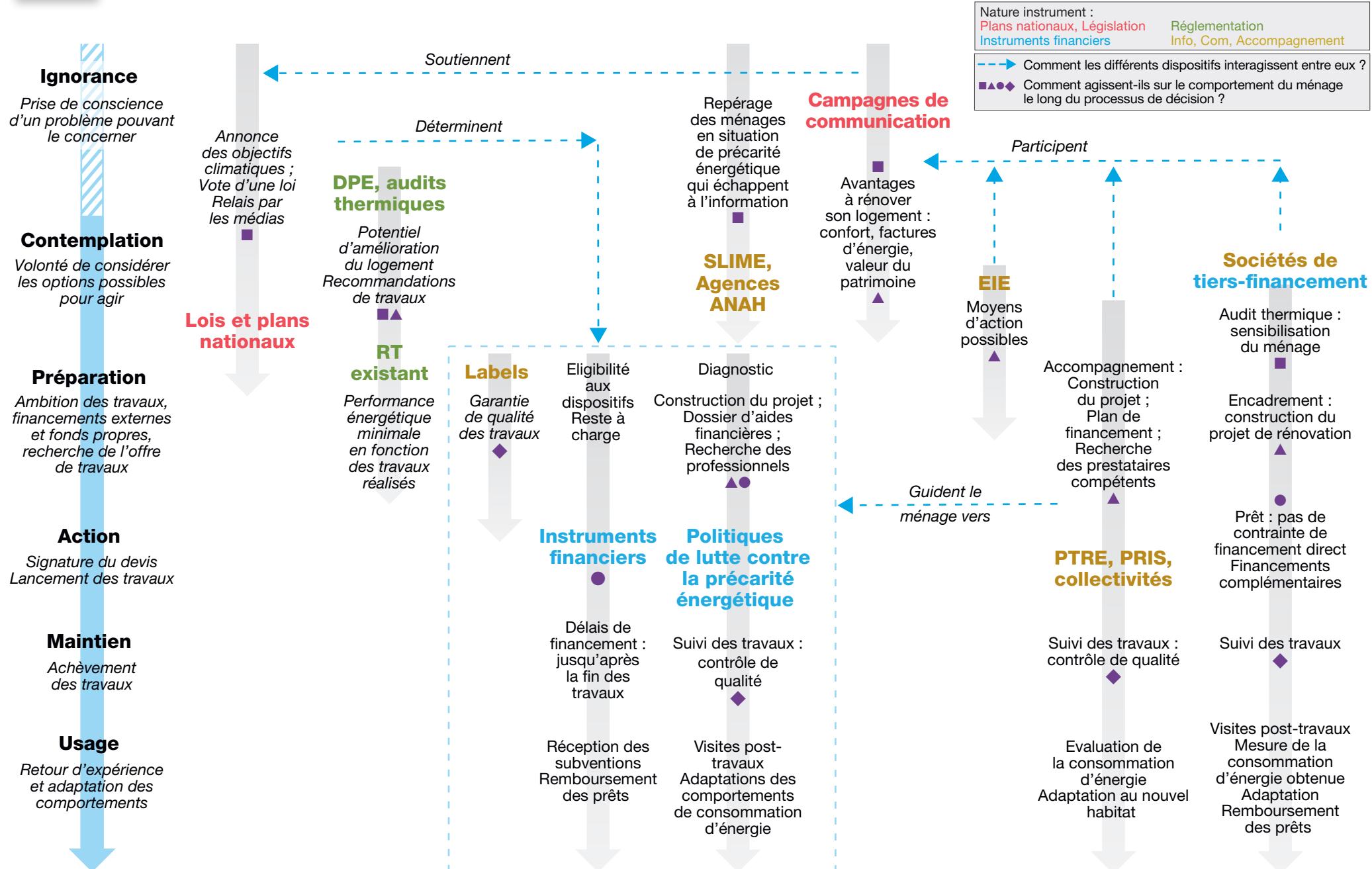


Effet sur le processus de décision du ménage	Symbole	Description
Sensibilisation, prise de conscience	■	Informer le ménage sur l'existence d'un problème qui peut le concerter. Cela génère une volonté d'agir ou au moins de considérer les options possibles
Espérance de gain	▲	Proposer un retour sur investissement au porteur, suite à des travaux d'efficacité énergétique : hausse future des revenus grâce à des économies d'énergie et à la valeur verte du patrimoine
Prise en charge du financement	●	Proposer des moyens financiers : reste à charge plus ou moins élevé
Perception du risque	◆	Améliorer sa perception du risque : confiance dans la qualité des travaux et dans la réalisation des objectifs d'économie d'énergie

Nature instrument :
 Plans nationaux, Législation
 Réglementation
 Instruments financiers
 Info, Com, Accompagnement

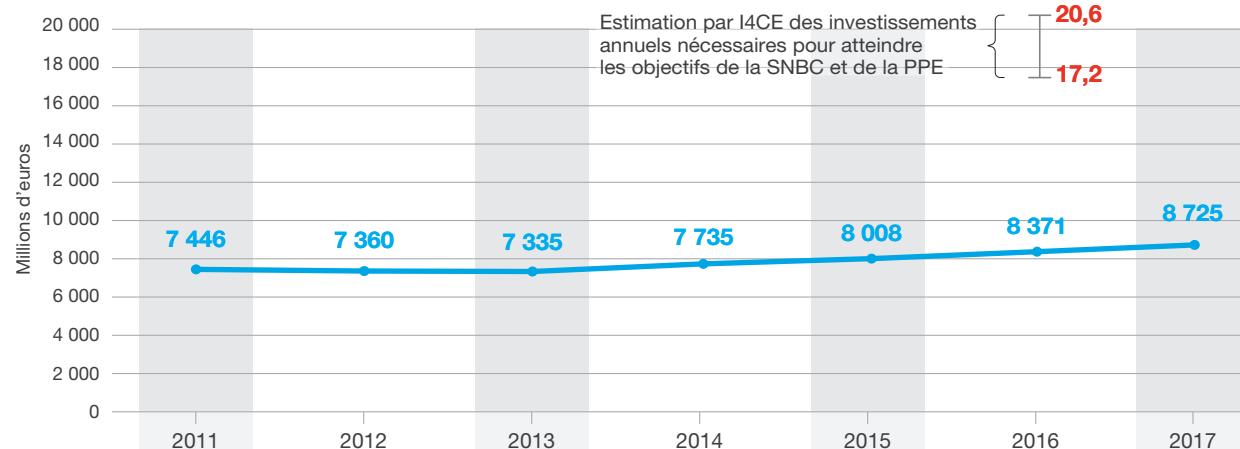
Source : I4CE, d'après base de données
 MURE et Plan Bâtiment Durable

Le cadre législatif et réglementaire intervient tout au long du processus de décision du ménage

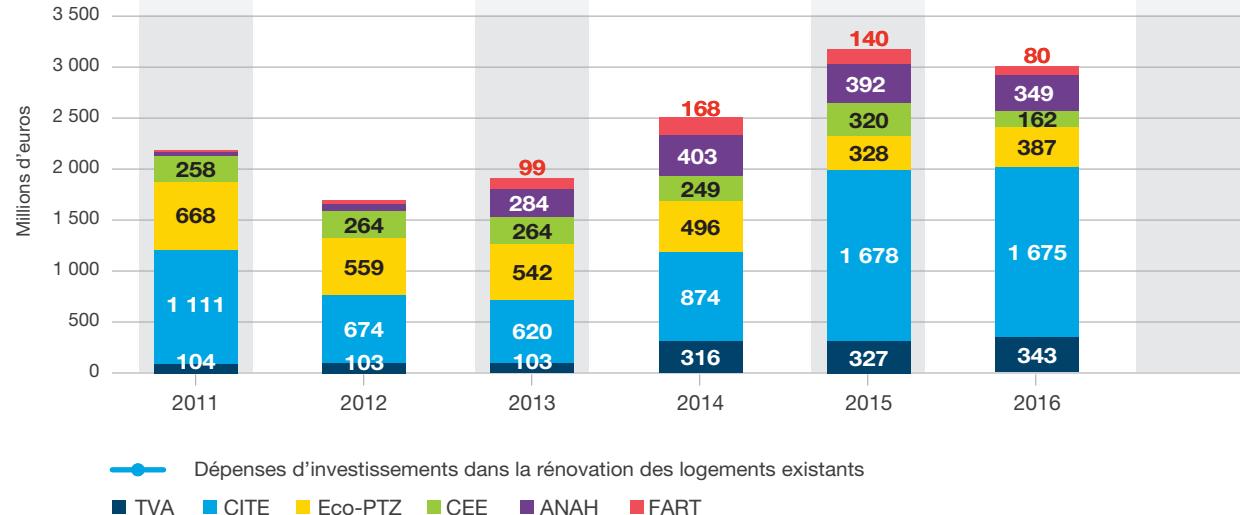


Les investissements des ménages dans la rénovation énergétique augmentent depuis 2011 mais restent insuffisants au regard des objectifs nationaux

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS EXISTANTS EN FRANCE



ÉVOLUTION DES AIDES PUBLIQUES DANS LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS RÉSIDENTIELS PRIVÉS



Source : I4CE (2017)

Données : • Amélioration de l'efficacité énergétique des logements résidentiels, excepté l'électroménager performant.
• Énergies renouvelables : bois domestique, solaire thermique, pompes à chaleur.

Panorama des financements climats en France :

Les données présentées sur cette page se basent sur l'édition 2017 du Panorama des financements climat en France.

Des informations complémentaires sur l'évolution des investissements dans le secteur du bâtiment sont disponibles dans le chapitre dédié de ce rapport.

Références :

ADEME – Base de données ODYSSEE-MURE.

ADEME (2016) – Marchés et emplois liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

Brisepierre, G. (2017) – Changement de comportement et passage à l'acte dans le domaine de la rénovation énergétique des logements privés : état de l'art.

I4CE (2017) – Panorama des financements climat en France.

Plan Bâtiment Durable – planbatimentdurable.fr

Lire
cette note sur
> i4ce.org